

Unité inter-départementale Aude-Pyrénées-Orientales
320 chemin de Maquens
ZI la Bouriette – CS 70069
CEDEX 09
11807 Carcassonne

Carcassonne, le 29 juillet 2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 29 avril 2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

Parc Eolien de la Bruyère SARL

188 rue Maurice Béjart
CS 57392
34184 Montpellier

Références : UID11/66-C3-2024-328
Code AIOT : 0006605527

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 29 avril 2025 dans l'établissement Parc Eolien de la Bruyère EURL, implanté lieux-dits La Bruyère et le Pélédis à Bouriège (11300). L'inspection a été annoncée le 24 avril 2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- Parc Eolien de la Bruyère SARL
- lieux_dits La Bruyère et le Pélédis 11300 Bouriège
- Code AIOT : 0006605527
- Régime : Autorisation

Installations terrestres de production d'électricité utilisant l'énergie mécanique du vent (Parc éolien de 6 aérogénérateurs d'une puissance totale de 14,1 MW) mises en service en juin 2018.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du Code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
3	Exploitation	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 15	Susceptible de suites	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois
6	Exploitation	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 20	Susceptible de suites	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois
8	Déchets	Code de l'environnement du 19/12/2010, article L. 541-2	Susceptible de suites	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois
11	Dispositions constructives	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 9	/	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
18	OLD	AP Complémentaire du 07/03/2017, article 5,3	/	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Exploitation	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 12	Susceptible de suites	Sans objet
2	Exploitation	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 14	Susceptible de suites	Sans objet
4	Exploitation	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 15	Susceptible de suites	Sans objet
5	Exploitation	Arrêté Ministériel du 27/08/2012, article 19	Susceptible de suites	Sans objet
7	Règlement REACH	Règlement européen du 18/12/2006, article 31	Susceptible de suites	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une précédente inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
9	Déclaration des données techniques	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 2.2	/	Sans objet
10	Dispositions constructives	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 9	/	Sans objet
12	Dispositions constructives	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 10	/	Sans objet
13	Dispositions constructives	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 11	/	Sans objet
14	Exploitation	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 13	/	Sans objet
15	Exploitation	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 16	/	Sans objet
16	Risques	Arrêté Ministériel du 27/08/2011, article 22	/	Sans objet
17	Risques	Arrêté Ministériel du 27/08/2011, article 24	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant ne respecte pas certaines dispositions réglementaires de manière récurrente, en particulier concernant la gestion des déchets, qui conduisent l'inspection à proposer de mettre en demeure l'exploitant de procéder à la mise en conformité de son installation.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 12
Thème(s) : Risques chroniques, Suivi environnemental
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none"> lors de la visite d'inspection du 20/07/2022 type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites
Prescription contrôlée :

<p>Les données brutes collectées dans le cadre du suivi environnemental sont versées, par l'exploitant ou toute personne qu'il aura mandatée à cette fin, dans l'outil de télé-service de "dépôt légal de données de biodiversité" créé en application de l'arrêté du 17 mai 2018.</p> <p>Le versement de données est effectué concomitamment à la transmission de chaque rapport de suivi environnemental à l'inspection des installations classées imposée au II de l'article 2.3. Lorsque ces données sont antérieures à la date de mise en ligne de l'outil de télé-service, elles doivent être versées dans un délai de 6 mois à compter de la date de mise en ligne de cet outil.</p>
<p>Constats :</p> <p>Suite à la visite de 2022, l'exploitant a fourni les documents manquants, les deux justificatifs du téléversement des données des rapports de suivi de 2019 et 2022.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 2 : Exploitation

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 14</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Panneaux et signalétique</p>
<p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 20/07/2022 • type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Chaque aérogénérateur est identifié par un numéro, affiché en caractères lisibles sur son mât. Le numéro est identique à celui généré à l'issue de la déclaration prévue à l'article 2.2.</p> <p>Les prescriptions à observer par les tiers sont affichées soit en caractères lisibles soit au moyen de pictogrammes sur des panneaux positionnés sur le chemin d'accès de chaque aérogénérateur, sur le poste de livraison et, le cas échéant, sur le poste de raccordement. Elles concernent notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> - les consignes de sécurité à suivre en cas de situation anormale ; - l'interdiction de pénétrer dans l'aérogénérateur ; - la mise en garde face aux risques d'électrocution ; - la mise en garde, le cas échéant, face au risque de chute de glace.
<p>Constats :</p> <p>Les éoliennes ne sont toujours pas identifiées par le numéro mentionné dans l'arrêté complémentaire n° DREAL-UID11-2017-08 de 2017 ni comme dans la déclaration prévue à l'article 2.2 de l'arrêté ministériel du 26 août 2011.</p> <p>Il a été convenu avec l'exploitant que les numéros des éoliennes mentionnés dans l'arrêté complémentaire susmentionné seraient modifiés.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 3 : Exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 15
Thème(s) : Risques accidentels, Formation
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 20/07/2022• type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites
Prescription contrôlée : <p>Le fonctionnement de l'installation est assuré par un personnel compétent disposant d'une formation portant sur les risques accidentels visés à la section 5 du présent arrêté, ainsi que sur les moyens mis en œuvre pour les éviter. Il connaît les procédures à suivre en cas d'urgence et procède à des exercices d'entraînement, le cas échéant, en lien avec les services de secours.</p>
Constats : <p>L'exploitation a fourni :</p> <ul style="list-style-type: none">- les justificatifs de la formation du personnel de VALECO et du personnel intervenant de la société de maintenance ENERCON,- le plan de formation doit être mis en lien avec les dispositions de la section 5 de l'arrêté du 26 août 2011 relatif aux installations de production d'électricité utilisant l'énergie mécanique du vent au sein d'une installation soumise à autorisation au titre de la rubrique 2980 de la législation des installations classées pour la protection de l'environnement. <p>Enfin, l'exploitant n'a réalisé aucun exercice avec ou sans les services de secours sur site. Suite à la visite de 2022, l'exploitant s'était engagé à réaliser un exercice en 2022.</p>
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : <p>L'exploitant doit réaliser un exercice avec ou sans les services de secours sur site portant les dispositions de la section 5 de l'arrêté du 26 août 2011 relatif aux installations de production d'électricité utilisant l'énergie mécanique du vent au sein d'une installation soumise à autorisation au titre de la rubrique 2980 de la législation des installations classées pour la protection de l'environnement et transmettre le compte-rendu au service de l'inspection des installations classées.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 3 mois

N° 4 : Exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 15
Thème(s) : Risques accidentels, Formation
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 20/07/2022

<ul style="list-style-type: none"> type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites
Prescription contrôlée : La réalisation des exercices d'entraînement, les conditions de réalisations de ceux-ci, et le cas échéant les accidents/incidents survenus dans l'installation, sont consignés dans un registre. Le registre contient également l'analyse de retour d'expérience réalisée par l'exploitant et les mesures correctives mises en place.
Constats : L'exploitant a transmis le registre comportant les informations réglementaires.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/08/2012, article 19
Thème(s) : Risques accidentels, Entretien
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none"> lors de la visite d'inspection du 20/07/2022 type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites
Prescription contrôlée : L'exploitant tient à jour, pour son installation, un registre dans lequel sont consignées les opérations de maintenance qui ont été effectuées, leur nature, les défaillances constatées et les opérations préventives et correctives engagées.
Constats : L'exploitant tient un registre, sous forme de GMAO, comportant les opérations de maintenance.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 20
Thème(s) : Risques chroniques, Gestion déchet
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none"> lors de la visite d'inspection du 20/07/2022 type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites
Prescription contrôlée : L'exploitant élimine ou fait éliminer les déchets produits dans des conditions propres à garantir les intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement. Il s'assure que les installations

utilisées pour cette élimination sont régulièrement autorisées à cet effet.
Constats : L'exploitant n'a toujours pas pu justifier que les installations utilisées pour l'élimination des déchets, notamment l'installation de transit de la société ENERCON de Narbonne, sont régulièrement autorisées. L'exploitant s'est engagée lors de la visite à mettre en place des containers, engagement déjà pris lors de la visite de 2025.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant doit mettre en conformité la gestion des déchets de son parc en utilisant une filière régulièrement autorisée, les containers étant tolérés.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 3 mois

N° 7 : Règlement REACH

Référence réglementaire : Règlement européen du 18/12/2006, article 31
Thème(s) : Produits chimiques, Fiche de données de sécurité
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none"> lors de la visite d'inspection du 20/07/2022 type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites
Prescription contrôlée : La fiche de données de sécurité (FDS) est fournie dans la langue officielle de l'État membre dans lequel la substance est mise sur le marché.
Constats : L'exploitant a fourni l'ensemble des fiches de données sécurité des produits utilisés en français et au bon format.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 8 : Déchets

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 19/12/2010, article L. 541-2
Thème(s) : Autre, Elimination
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none"> lors de la visite d'inspection du 20/07/2022 type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites

<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Tout producteur ou détenteur de déchets est tenu d'en assurer ou d'en faire assurer la gestion, conformément aux dispositions du présent chapitre.</p> <p>Tout producteur ou détenteur de déchets est responsable de la gestion de ces déchets jusqu'à leur élimination ou valorisation finale, même lorsque le déchet est transféré à des fins de traitement à un tiers.</p> <p>Tout producteur ou détenteur de déchets s'assure que la personne à qui il les remet est autorisée à les prendre en charge.</p>
<p>Constats :</p> <p>Les bordereaux de suivi de déchets contrôlés n'étaient toujours pas au nom de l'exploitant ni à l'adresse du parc éolien qui est le producteur du déchet mais au nom du maintenancier.</p> <p>Il a été rappelé que le producteur du déchet est bien la société autorisée à exploiter le parc éolien.</p> <p>Par ailleurs, sur 10 bordereaux de suivi de déchets (BSD) de 2024 des 13 fournis, l'opération, mentionnée dans la case 11, n'était pas une opération d'élimination ou de valorisation finale du déchet voire aucune indication de l'opération de traitement n'était faite. Par conséquent, l'exploitant ne peut pas justifier de la gestion de ces déchets jusqu'à leur élimination ou valorisation finale.</p> <p>En outre, l'exploitant n'a pas pu justifier que la rupture de traçabilité de ses prestataires était autorisée par arrêté préfectoral.</p> <p>Enfin, l'exploitant a fourni un devis validé pour la mise en place de containers à déchet sur site.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant doit mettre son site en conformité :</p> <ul style="list-style-type: none"> - en mettant les BSD au nom de l'exploitant du parc, - en remplissant la totalité des bordereaux (réception et élimination), - en justifiant, si nécessaire, que son prestataire est autorisé, par arrêté préfectoral, pour la rupture de traçabilité.
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription</p>
<p>Proposition de délais : 3 mois</p>

N° 9 : Déclaration des données techniques

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 2.2</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, OREOL</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Le pétitionnaire et l'exploitant sont tenus de déclarer les données techniques relatives à l'installation, incluant l'ensemble des aérogénérateurs. Les modalités de transmission et la nature des données techniques à déclarer sont définies par avis au Bulletin officiel du ministère de la transition écologique et solidaire.</p>

Constats :
L'exploitant a déclaré les données techniques relatives à l'installation, incluant l'ensemble des aérogénérateurs et du (des) poste (s) de livraison sur le site OREOL.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 10 : Dispositions constructives

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 9
Thème(s) : Risques accidentels, Risque foudre
Prescription contrôlée :
L'installation est mise à la terre pour prévenir les conséquences du risque foudre. Le respect de la norme NF EN IEC 61 400-24, dans sa version en vigueur à la date de dépôt du dossier de demande d'autorisation environnementale prévu par l'article L. 181-8 du code de l'environnement, ou, pour un projet de renouvellement, dans sa version en vigueur à la date du dépôt d'un porter-à-connaissance auprès du préfet permet de répondre à cette exigence.
Constats :
L'exploitant a fourni la déclaration de conformité de chaque éolienne à la norme IEC 61 400-24, établie par le fabricant de l'éolienne, la société ENERCON.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 11 : Dispositions constructives

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 9
Thème(s) : Risques accidentels, Risque foudre
Prescription contrôlée :
Un rapport de contrôle d'un organisme compétent au sens de l'article 17 de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation atteste de la mise à la terre de l'installation avant sa mise en service industrielle. Des contrôles périodiques sont effectués pour vérifier la pérennité de la mise à la terre, selon les périodicités suivantes : une fois par an pour le contrôle visuel et une fois tous les deux ans pour le contrôle avec mesure de la continuité électrique.
Constats :
L'exploitant a fourni le rapport de vérifications initiales du 27 septembre 2018 réalisé par un organisme extérieur, Bureau Veritas. Ce rapport mentionne la conformité de la mesure de continuité de la mise à la terre. Par ailleurs, l'exploitant a fourni les rapports de contrôle réalisés en 2024 par le maintenancier, ENERCON, pour chaque éolienne. Ses rapports mentionnent aussi la conformité de la mesure de continuité de la mise à la terre. Toutefois, certains de ces rapports font état d'observations.

Il a été rappelé à l'exploitant que, depuis 2021, l'organisme de contrôle doit être compétent au sens de l'article 17 de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant doit mettre en conformité les installations au regard des observations présentes dans les rapports de 2024 et transmettre les justificatifs au service de l'inspection.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 3 mois

N° 12 : Dispositions constructives

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 10
Thème(s) : Risques accidentels, Installations électriques
Prescription contrôlée : L'installation est conçue pour prévenir les risques électriques. Pour satisfaire au 1er alinéa :- les installations électriques à l'intérieur de l'aérogénérateur respectent les dispositions de la directive du 17 mai 2006 susvisée qui leur sont applicables ;- pour les installations électriques extérieures à l'aérogénérateur, le respect des normes NF C 15-100, NF C 13-100 et NF C 13-200, dans leur version en vigueur à la date de dépôt du dossier de demande d'autorisation environnementale prévu par l'article L. 181-8 du code de l'environnement, permet de répondre à cette exigence. Un rapport de contrôle d'un organisme compétent atteste de la conformité de l'installation pour prévenir les risques électriques, avant sa mise en service industrielle.
Constats : L'exploitant a fourni au service de l'inspection les documents suivants : - les déclarations CE/UE de conformité des éoliennes établies par la société ENERCON et mentionnant la conformité aux dispositions de la directive du 17 mai 2006 - le rapport de vérifications initiales du 27 septembre 2018 réalisé par un organisme extérieur, Bureau Veritas mentionnant la conformité des installations aux normes NF C 15-100, NF C 13-100 et NF C 13-200.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 13 : Dispositions constructives

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 11
Thème(s) : Risques accidentels, Balisage
Prescription contrôlée : Le balisage de l'installation est conforme aux dispositions prises en application des articles L. 6351-6 et L. 6352-1 du code des transports et des articles R. 243-1 et R. 244-1 du code de l'aviation civile.

Constats : L'exploitant a fourni les certificats de conformité de matériel de balisage aéronautique, pour le balisage de jour et de nuit des éoliennes, établis par le service technique de l'aviation civile (STAC).
Type de suites proposées : Sans suite

N° 14 : Exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 13
Thème(s) : Risques accidentels, Accès
Prescription contrôlée : Les personnes étrangères à l'installation n'ont pas d'accès libre à l'intérieur des aérogénérateurs. Les accès à l'intérieur de chaque aérogénérateur, du poste de transformation, de raccordement ou de livraison sont maintenus fermés à clef afin d'empêcher les personnes non autorisées d'accéder aux équipements.
Constats : Lors de la visite, les éoliennes BRU01 et BRU04 et le poste de livraison étaient maintenus fermés à clef afin d'empêcher les personnes non autorisées d'accéder aux équipements.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 15 : Exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 16
Thème(s) : Risques accidentels, Entretien
Prescription contrôlée : L'intérieur de l'aérogénérateur est maintenu propre. L'entreposage à l'intérieur de l'aérogénérateur de matériaux combustibles ou inflammables est interdit.
Constats : L'intérieur des aérogénérateurs BRU01 et BRU04 était propre et aucun matériau combustible ou inflammable n'y était entreposé.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 16 : Risques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/08/2011, article 22
Thème(s) : Risques accidentels, Consignes
Prescription contrôlée : Des consignes de sécurité sont établies et portées à la connaissance du personnel en charge de

<p>l'exploitation et de la maintenance. Ces consignes indiquent :</p> <ul style="list-style-type: none"> - les procédures d'arrêt d'urgence et de mise en sécurité de l'installation ; - les limites de sécurité de fonctionnement et d'arrêt (notamment pour les défauts de structures des pales et du mât, pour les limites de fonctionnement des dispositifs de secours notamment les batteries, pour les défauts de serrages des brides) ; - les précautions à prendre avec l'emploi et le stockage de produits incompatibles ; - les procédures d'alertes avec les numéros de téléphone du responsable d'intervention de l'établissement, des services d'incendie et de secours ; - le cas échéant, les informations à transmettre aux services de secours externes (procédures à suivre par les personnels afin d'assurer l'accès à l'installation aux services d'incendie et de secours et de faciliter leur intervention). <p>Les consignes de sécurité indiquent également les mesures à mettre en œuvre afin de maintenir les installations en sécurité dans les situations suivantes : survitesse, conditions de gel, orages, tremblements de terre, haubans rompus ou relâchés, défaillance des freins, balourd du rotor, fixations détendues, défauts de lubrification, tempêtes de sables, incendie ou inondation.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a fourni le document « plan de prévention » qui comporte l'ensemble des consignes ainsi que les attestations de formation de son personnel et de celui du maintenancier, ENERCON.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 17 : Risques

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/08/2011, article 24</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Moyens de lutte contre un incendie</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Chaque aérogénérateur est doté de moyens de lutte et de prévention contre les conséquences d'un incendie appropriés aux risques et conformes aux normes en vigueur, composé a minima de deux extincteurs placés à l'intérieur de l'aérogénérateur, au sommet et au pied de celui-ci. Ils sont positionnés de façon bien visible et facilement accessibles. Les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre. Cette disposition ne s'applique pas aux aérogénérateurs ne disposant pas d'accès à l'intérieur du mât.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a fourni les rapports de contrôle réalisés en novembre 2024 pour les extincteurs des éoliennes et du poste de livraison.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 07/03/2017, article 5.3
Thème(s) : Risques accidentels, Débroussaillage
Prescription contrôlée : Un débroussaillage est réalisé autour des installations sur une profondeur de 50 mètres, ainsi que 10 mètres de part et d'autre des voies privées y donnant accès. Le débroussaillage est entretenu régulièrement.
Constats : L'exploitant a fait réaliser un débroussaillage en 2023. Il a indiqué, lors de la visite, qu'un débroussaillage aurait lieu fin septembre 2025. Par ailleurs, il a fourni le cahier des charges pour le débroussaillage reprenant les obligations réglementaires. Le document mentionne bien le rayon de 50 m autour des machines mais pas pour le poste de livraison qui est aussi réglementairement une installation. Enfin, il été rappelé à l'exploitant qu'un document devait permettre de justifier de la conformité à la législation et de la bonne réalisation du débroussaillage.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant doit transmettre au service de l'inspection : - le cahier des charges mis à jour avec le poste de livraison, - un document permettant de justifier du respect des contraintes de débroussaillage par son prestataire pour les travaux réalisés en 2023 ainsi que pour ceux de 2025.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 3 mois